



6A5. Servitudes de protection de captages

Vu pour être annexé à la Délibération du Conseil Municipal du
approuvant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme

Prescription de l'élaboration du PLU : le 20 septembre 2012
Arrêt de l'élaboration du PLU : le 30 septembre 2016
Approbation du PLU :



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Urbanisme
et des Opérations Foncières

Référence à rappeler : 304/DN/MS/JES
Postes Tél. : 3222-3520

ARRETE en date du - 9 JUIN 1992

DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE l'instauration des périmètres de protection
et les travaux de dérivation des eaux des forages des Rougons situés sur
le territoire de la Commune de LORGUES

Le Préfet du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des
enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 Mars 1977 portant codification des
textes législatifs et réglementaires en matière d'expropriation pour cause
d'utilité publique, modifiés par le décret n° 85-453 du 23 Avril 1985 modifié
pris pour l'application de la loi n° 83-630 susvisée ;

VU la circulaire du 31 Juillet 1982 relative à l'amélioration apportée à la
publicité des études d'impact et à la procédure des enquêtes publiques ;

VU le code rural et notamment les articles 107 et 113 ;

VU les articles L-20 et L-20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 Décembre 1967 portant règlement d'administration
publique pris pour l'application de l'article L-20 du Code de la Santé Publique ;

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la
répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, complétée par la loi
n° 74-1114 du 27 Décembre 1974 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989, modifié par le décret n° 90-330 du 10
Avril 1990, relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et
à la protection de celles-ci par l'établissement de périmètres de protection ;

VU la circulaire interministérielle du 24 Juillet 1990 relative à la mise en
place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la
consommation humaine ;

VU le projet d'institution des périmètres de protection et de dérivation des
eaux des forages des Rougons sur le territoire de la commune de LORGUES ;

VU la délibération en date du 6 Juillet 1990 par laquelle le Conseil Municipal
de la commune de LORGUES sollicite l'ouverture de l'enquête préalable à
l'utilité publique pour l'institution des périmètres de protection et pour
l'autorisation de dérivation ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté
préfectoral du 28 Mai 1991 en la Mairie de LORGUES en vue de la déclaration
d'utilité publique de l'opération et le registre y afférent ;

VU les pièces constatant que l'avis d'enquête prévu par l'arrêté préfectoral
susvisé a été régulièrement affiché et inséré dans deux journaux du département ;

.../...

VU les conclusions du commissaire enquêteur du 10 Août 1991 sur l'utilité publique du projet susvisé ;

VU le rapport du géologue agréé en date du 20 Avril 1988 délimitant les périmètres de protection autour des forages des Rougons ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 3 Octobre 1989 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 18 Juin 1989 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Équipement du 25 Juin 1990 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 15 Juin 1990 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 28 Février 1991 avant enquête et du 4 Février 1992 après enquête ;

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de DRAGUIGNAN du 16 septembre 1991 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, après enquête, en date du 7 avril 1992 ;

CONSIDERANT que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire de la commune de LORGUES sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

CONSIDERANT que la commune de LORGUES est propriétaire du périmètre de protection immédiate ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Sont déclarés d'utilité publique :

- la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée des forages des Rougons, sis sur la commune de LORGUES, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté,
- les travaux de dérivation des eaux des forages des Rougons.

ARTICLE 2 : La commune de LORGUES est autorisée à dériver 10 l/s sur chaque puits qui fonctionnera d'une manière alternative. Le volume journalier ne dépassera pas 864 m³.

ARTICLE 3 : La commune de LORGUES devra procéder à l'installation d'un appareil de contrôle du prélèvement des eaux des forages et assurer le maintien pendant deux ans du limnigraphe mesurant le débit de la source.

ARTICLE 4 : Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal, la commune de LORGUES devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 5 : Il sera établi, autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plans et états parcellaires ci-joints, en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique, du décret n° 67-1093 du 15 Décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 3 Janvier 1989 modifié par le décret n° 90-330 du 10 Avril 1990.

ARTICLE 6 : A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, toutes activités, autres que celles nécessitées par l'exploitation du point d'eau, sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui sont acquis en pleine propriété par la commune de LORGUES et clôturés.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

La réglementation des faits et activités prévue dans la circulaire du 24 juillet 1990 est présentée sous la forme du tableau ci-après.

Types d'activités	Périmètre de Protection Rapprochée		
	Interdit	Réglementé	Autorisé
* Les Puits et Forages	X (3)		
* Le captage des sources	X (3)		
* L'exploitation de carrières et de gravières	X		
* L'ouverture d'excavations	X		
* Le remblaiement d'excavations	X		
* Le dépôt d'ordures ménagères, immondi- ces, détrit- us et pro- duits radioactifs et de tous produits et matières suscep- tibles d'altérer la quali- té de l'eau	X		
* L'installation de réservoirs et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X		
* L'installation de canalisa- tions et dépôts de produits chimiques polluants	X		
* L'installation de canalisa- tions d'eaux usées domestiques	X		
* L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X		
* L'installation de construc- tions superficielles ou sou- terraines non classées éta- blissements insalubres ou incommodes	X		
* L'installation de construc- tions superficielles ou sou- terraines classées établis- sements insalubres ou incom- modes	X		
* Le rejet d'eau usée domestique	X		
* Le rejet d'eau industrielle	X		

Types d'activités	Périmètre de Protection Rapprochée		
	Interdit	Réglementé	Autorisé
* L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X		
* L'épandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures		X (1)	
* L'épandage de lisiers	X		
* L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X (1)	
* Le pacage des animaux		X (1)	
* Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X		

- (1) - sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) - sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés et, dans tous les cas, de l'avis favorable du CDH.
- (3) - sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée

La réglementation des faits et activités prévue dans la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 est présentée sous la forme du tableau ci-dessous.

Types d'activités	Périmètre de Protection Eloignée	
	Réglementé	Autorisé
* Les Puits et Forages	X (2)	
* Le captage des sources	X (2)	
* L'exploitation de carrières et de gravières	X (2)	

Types d'activités	Périmètre de Protection Eloignée	
	Réglementé	Autorisé
* L'ouverture d'excavations	X (2)	
* Le remblaiement d'excavations	X (2)	
* Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau	X (2)	
* L'installation de réservoirs et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X (2)	
* L'installation de canalisations et dépôts de produits chimiques polluants	X (2)	
* L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques	X (2)	
* L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X (2)	
* L'installation de constructions superficielles ou souterraines non classées établissements insalubres ou incommodes	X (2)	
* L'installation de constructions superficielles ou souterraines classées établissements insalubres ou incommodes	X (2)	
* Le rejet d'eau usée domestique	X (2)	
* Le rejet d'eau industrielle	X (2)	
* L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X (2)	
* L'épandage de fumier et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures	X (1)	
* L'épandage de lisiers	X (1)	
* L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X (1)	

Types d'activités	Périmètre de Protection Eloignée	
	Réglémenté	Autorisé
* Le pacage des animaux	X (1)	
* Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X (2)	

- (1) - sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) - sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés qui jugeront de l'opportunité de consulter le CDH.

ARTICLE 7 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. Le procédé de traitement de potabilisation, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux traitées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 8 : Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de cinq ans.

ARTICLE 9 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par la loi n° 64-1245 du 16 Décembre 1964.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de la commune de LORGUES,

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection ;
- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département du VAR.

Les périmètres de protection seront, en outre, inscrits au Plan d'Occupation des Sols de la commune de LORGUES dans le délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté, conformément à l'article L-126-1 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 11 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune de LORGUES.

.../...

ARTICLE 12 :

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture,
le Sous-Préfet de DRAGUIGNAN,
le Maire de LORGUES,
le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
le Directeur Départemental de l'Equipeement,
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de
l'Environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture à l'exception des pièces annexées, lesquelles peuvent être consultées en Mairie et en Préfecture, Direction du Développement Economique et de l'Environnement, Bureau de l'Urbanisme et des Opérations Foncières, 3^{ème} Direction- 4^{ème} Bureau, et dont ampliation sera adressée à :

M. le Directeur des Services Fiscaux,
M. André PRESTINI, commissaire enquêteur.

TOULON 1e, - 9 JUIN 1992

1 1 1 1
François LEBLOND



POUR AMPLIATION,

Le Chef de Bureau,

Marc GOUGNE

PLAN DE SITUATION

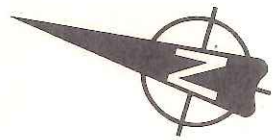


Pèrimètre de protection
éloignée

Forages

Pèrimètre de protection
rapprochée

ECHELLE 1/25000



SECTION

Ch. n°1 dit Anc. Ch.
d'Aups
à Lorgues

N° 22

ROUGON SEPTENTRIONAL

Ordinaire

Vicinal

Chemin

Source

Sainte-Foi

Ordinaire

Puits

ROUGON MÉRIDIONAL

Carrière

Ordinaire

ROUGON OCCIDENTAL



N° 38

dit

837

72

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

86

87

88

89

90

91

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

343

344

345

346

347

348

349

350

351

352

353

354

355

356

357

358

359

360

361

362

363

364

365

366

367

368

369

370

371

372

373

374

375

376

377

378

379

380

381

382

383

384

385

386

387

388

389

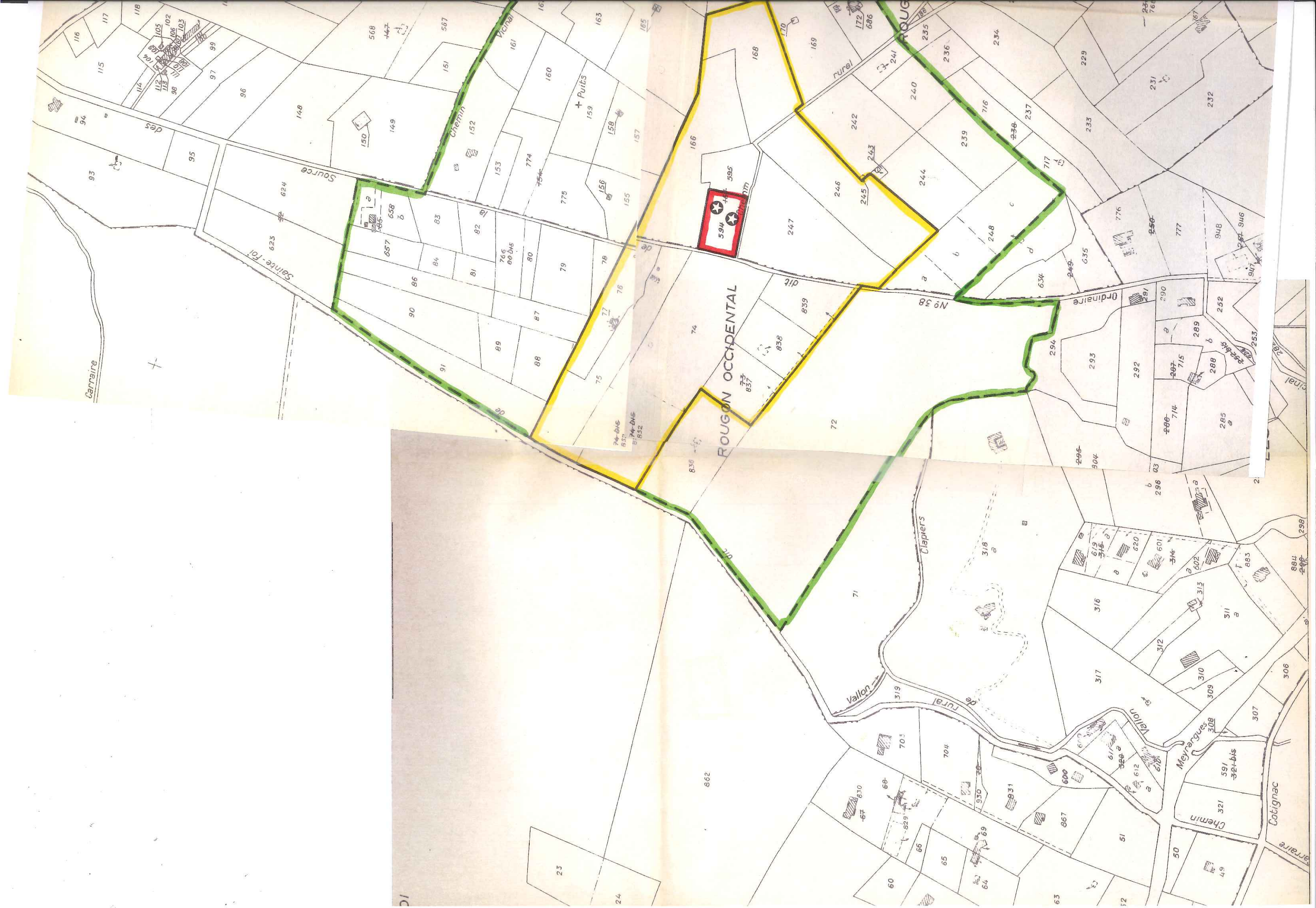
390

391

392

393

394



DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
BUREAU DE L'URBANISME ET DES
AFFAIRES FONCIERES
3ème Direction - 4ème Bureau

ARRETE en date du **- 9 OCT. 1996**
déclarant d'utilité publique

l'institution des périmètres de protection des
forages d'Entraigues sur le territoire des communes
de VIDAUBAN et LORGUES

l'acquisition par le Syndicat Intercommunal
d'Adduction des Eaux d'Entraigues du périmètre
de protection immédiate autour des forages
sur le territoire de la commune de VIDAUBAN

et autorisant le Syndicat Intercommunal d'Adduction
des Eaux d'Entraigues à utiliser l'eau prélevée en vue
de la consommation humaine

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION
DES EAUX D'ENTRAIGUES

Le Préfet du Var,
Chevalier de la légion d'honneur,

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques
et à la protection de l'environnement ;

Vu les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes
législatifs et réglementaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiés par le décret
n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n° 83-630 susvisée ;

Vu la circulaire du 31 juillet 1982 relative à l'amélioration apportée à la publicité des
études d'impact et à la procédure des enquêtes publiques ;

Vu le code rural et notamment l'article 113 ;

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L-20 et L-20-1 ;

Vu la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, complétée par la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ;

Vu le décret du 03 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié et complété par les décrets n° 90-330 du 10 avril 1990, 91-257 du 07 mars 1991 et 95-363 du 05 avril 1995 ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret n° 89-3 du 03 janvier 1989 modifié concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

Vu la loi sur l'eau n° 92-3 du 03 janvier 1992 modifiée par la loi n° 95-101 du 02 février 1995 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1970 autorisant le Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues à prélever par pompage 125 l/s sans que le volume journalier n'excède 9 000 m³ ;

Vu le projet d'institution des périmètres de protection des forages d'Entraigues sur le territoire des communes de VIDAUBAN et LORGUES et d'acquisition du périmètre de protection immédiate des forages sur le territoire de la commune de VIDAUBAN ;

Vu la délibération en date du 14 décembre 1994 par laquelle le comité syndical du Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues sollicite l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire pour l'institution des périmètres de protection et l'acquisition du périmètre de protection immédiate ;

Vu la délibération en date du 19 décembre 1995 par laquelle le comité syndical du Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues demande l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée dans les forages d'Entraigues en vue de la consommation humaine ;

Vu le descriptif des installations et les analyses réalisées sur l'eau brute par le laboratoire municipal de Toulon et le laboratoire départemental de Draguignan (agréés par le ministère de la santé) ;

Vu le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 17 octobre 1995 en mairies de VIDAUBAN et LORGUES en vue de la déclaration d'utilité publique de l'opération, de l'acquisition du périmètre de protection immédiate et les registres y afférents ;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquête prévu par l'arrêté préfectoral susvisé a été régulièrement affiché et inséré dans deux journaux du département ;

Vu les conclusions favorables du commissaire enquêteur sur l'utilité publique du projet susvisé ;

Vu le rapport du géologue agréé en date du mois de juin 1992 délimitant les périmètres de protection autour des forages d'Entraigues ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 10 novembre 1993 avant enquête et du 11 septembre 1996 après enquête, relatif à la création des périmètres de protection des forages d'Entraigues sis sur les communes de VIDAUBAN et LORGUES ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du 03 août 1995 avant enquête et du 13 août 1996 après enquête ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 04 mai 1995 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement du 18 mai 1995 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 13 avril 1995 ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de DRAGUIGNAN en date du 19 février 1996 ;

Considérant que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire des communes de VIDAUBAN et LORGUES sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au maximum ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique :

a) la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée des forages d'Entraigues, sis sur les communes de VIDAUBAN et LORGUES, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté ;

b) les acquisitions foncières nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate et à l'exploitation des forages d'Entraigues.

Le Syndicat Intercommunal, qui regroupe les communes du LUC-EN-PROVENCE, de LORGUES, TARADEAU, SAINT ANTONIN, LE THORONET, LE CANNET-DES-MAURES, GONFARON, LES MAYONS et LA GARDE FREINET, alimente en eau potable une population de l'ordre de 45 000 à 50 000 personnes en saison estivale.

Le champ de captage est constitué par une série de cinq forages exploités par le Syndicat et par une émergence exploitée par la commune de VIDAUBAN. Les captages sont situés en aval du barrage E.D.F. d'Entraigues, à une dizaine de mètres à l'Est du fleuve Argens.

L'aquifère sollicité par les forages d'Entraigues est de type karstique. La nappe gît dans les calcaires dolomitiques du Trias Moyen qui affleurent sur les deux rives de l'Argens.

Les calcaires du Trias Moyen, reposant sur le substratum imperméable permo-triasique et plongeant vers le Nord-Ouest, déterminent un important réservoir. Celui-ci se vidange à la faveur des entailles réalisées par les cours d'eau, donnant naissance à des exutoires plus ou moins importants.

Ces venues d'eau sont fréquemment obturées par d'importants dépôts de tufs issus de la précipitation des bicarbonates dissouts dans les eaux qui circulent au sein des calcaires. Le surcreusement de l'Argens a conduit à une érosion de ces tufs qui obturent les exutoires ; les eaux piégées dans les calcaires du Trias Moyen peuvent alors percoler à travers les tufs et donnent ainsi naissance aux émergences d'Entraigues.

Le Syndicat exploite trois forages de faible profondeur (F1, F2, F3) et deux forages profonds (F4 et F5).

Les forages superficiels sont implantés dans les chenaux naturels, au sein des tufs dans lesquels émerge la source communale de VIDAUBAN. Les forages profonds exploitent la nappe des calcaires entre 30 et 100 mètres de profondeur.

Un arrêté préfectoral du 15 juillet 1970 autorise le Syndicat à prélever 125 l/s sans que le volume journalier ne dépasse 9 000 m³.

La source d'Entraigues exploitée pour partie par la commune de VIDAUBAN est située à une dizaine de mètres au Sud des forages superficiels du Syndicat d'Entraigues.

Article 2 : Le Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues est autorisé à utiliser l'eau prélevée dans les forages d'Entraigues F1, F2, F3, F4, F5 situés sur la commune de Vidauban en vue de la consommation humaine.

Article 3 : Il sera établi, autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plans et états parcellaires ci-joints.

Article 4 : A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Toutes activités, autres que celles nécessitées par l'exploitation du point d'eau, sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui sont acquis en pleine propriété par la commune et clôturés.

Le périmètre de protection immédiate, sa clôture, l'ouvrage maçonné qui protège le captage et les locaux techniques doivent être entretenus ou maintenus en parfait état.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

La réglementation des faits et activités est présentée sous la forme de tableau ci-après.

N°	TYPES D'ACTIVITES	PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE		
		Interdit	Réglementé	Autorisé
1	La réalisation de puits et forages	X (3)		
2	Le captage des sources	X (3)		
3	L'exploitation de carrières et de gravières	X		
4	L'ouverture d'excavations	X		
5	Le remblaiement d'excavations	X		

N°	TYPES D'ACTIVITES	PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE		
		Interdit	Réglementé	Autorisé
6	Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau	X		
7	L'installation de réservoirs et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X		
8	L'installation de canalisations et dépôts de produits chimiques polluants	X		
9	L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques	X (4)		
10	L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X (5)		
11	Les constructions superficielles ou souterraines autres que les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976		X (2)	
12	Les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	X		
13	Le rejet d'eaux usées domestiques	X (5)		
14	Le rejet d'eaux industrielles	X		
15	L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X		
16	L'épandage de fumiers et engrais organiques nécessaires aux cultures		X (1)	
17	L'épandage de lisiers	X		
18	L'utilisation de produits chimiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X (1)	
19	Le pacage des animaux		X (1)	
20	Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X		

- (1) - sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) - sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés et, dans tous les cas, de l'avis favorable du CDH.
- (3) - sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité.
- (4) - sauf pour les constructions autorisées et après avis du CDH.
- (5) - sauf pour les constructions existantes ou autorisées sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée

La réglementation des faits et activités est présentée sous la forme de tableau ci-dessous.

N°	TYPES D'ACTIVITES	PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE	
		Réglementé	Autorisé
1	La réalisation des puits et forages	X (2)	
2	Le captage des sources	X (2)	
3	L'exploitation de carrières et de gravières	X (2)	
4	L'ouverture d'excavations	X (2)	
5	Le remblaiement d'excavations	X (2)	
6	Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau	X (2)	
7	L'installation de réservoirs et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X (2)	
8	L'installation de canalisations et dépôts de produits chimiques polluants	X (2)	
9	L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques	X (2)	
10	L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X (2)	
11	Les constructions superficielles ou souterraines autres que les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	X (2)	
12	Les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	X (2)	
13	Le rejet d'eaux usées domestiques	X (2)	
14	Le rejet d'eaux industrielles	X (2)	
15	L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X (2)	
16	L'épandage de fumiers et engrais organiques nécessaires aux cultures	X (1)	
17	L'épandage de lisiers	X (1)	

N°	TYPES D'ACTIVITES	PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE	
		Réglementé	Autorisé
18	L'utilisation de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X (1)	
19	Le pacage des animaux	X (1)	
20	Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X (2)	

- (1) -sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) -sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés qui jugeront de l'opportunité de consulter le conseil départemental d'hygiène.

De plus, et conformément à l'avis du conseil départemental d'hygiène, il faut :

- qu'un contrôle de la conformité des dispositifs d'assainissement autonome d'eaux usées des habitations situées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée soit réalisé notamment pour les habitations situées sur les parcelles A 224 et A 225 ;

- que la commune de LORGUES prenne toutes dispositions afin d'améliorer le fonctionnement de sa station d'épuration située en limite du périmètre de protection éloignée. Si des travaux récents ont amélioré son fonctionnement, les conditions d'élimination de l'effluent peuvent créer des nuisances ;

- que les travaux d'aménagement du champ captant (busage de la prise du Canal d'Astros proposé par le S.I.A.E. d'Entraigues) soient prévus pour éviter la présence d'eau stagnante à proximité des captages.

Article 5 : Les eaux prélevées et distribuées doivent répondre aux conditions exigées par la législation en vigueur. Le procédé de traitement de potabilisation, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux traitées sont placés sous le contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales qui définit un programme d'analyse dans le cadre de la réglementation.

Actuellement, l'eau étant traitée avec du chlore gazeux, un temps de contact minimum de vingt minutes doit être assuré en permanence avant distribution. Il est recommandé que le taux de chlore résiduel se situe entre 0,20 et 0,50 mg/l après traitement et en sortie des réservoirs de stockage mais n'excède pas 0,10 mg/l en distribution.

Des robinets de prélèvement nécessaires au suivi de la qualité de l'eau doivent être installés en amont et en aval du traitement dans un délai d'un an à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 6 : L'exploitant est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

En cas de dépassement d'une des valeurs limites fixées par la réglementation, l'exploitant porte immédiatement ces résultats à la connaissance du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Il en va de même de tout incident pouvant avoir des conséquences sur la santé publique.

La création ou la modification du traitement, du réseau d'adduction ou de distribution d'eau sont soumises à déclaration auprès du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Article 7 : Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 8 : Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues est autorisé à acquérir, au nom du Syndicat, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à l'instauration du périmètre immédiat.

Article 9 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par la loi n° 92-3 du 03 janvier 1992.

Article 10 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues, publié à la conservation des hypothèques du département du Var.

Les périmètres de protection seront, en outre, inscrits au plan d'occupation des sols des communes de VIDAUBAN et LORGUES dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, conformément à l'article L-126-1 du code de l'urbanisme.

Article 11 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget du Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues.

Article 12 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer ne sont pas réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 13 : le Secrétaire Général de la Préfecture

le Sous-Préfet de DRAGUIGNAN

le Président du Syndicat Intercommunal d'Adduction des Eaux d'Entraigues

le Maire de VIDAUBAN

le Maire de LORGUES

le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

le Directeur Départemental de l'Equipement

le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture à l'exception des pièces annexées, lesquelles peuvent être consultées en mairie et en préfecture - 3ème direction - 4ème bureau.

Ampliation de l'arrêté sera adressée au Directeur des Services Fiscaux et à MME JURAMIE-ROUSTAN Barbara, commissaire enquêteur.



Pour ampliation
Le Chef de Bureau

Joaquim GONZALEZ

TOULON, le - 9 OCT. 1996
Pour le préfet
et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture
Mailhos
Pascal MAILHOS

DEPARTEMENT DU VAR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L' AGRICULTURE ET DE LA FORET

Bureau de Protection des Ressources en Eau des Collectivités



VU pour être annexé à
notre arrêté en date
du 9 OCT. 1996

Toulon, le

9 OCT. 1996

POUR LE PREFET
Le Secrétaire Général

Signé : Pascal MAILHOS



Pour ampliation
Le Chef de Bureau

Joaquim GONZALEZ

S.I.A.E D'ENTRAIGUES

FORAGES D'ENTRAIGUES

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE SITUE SUR LA COMMUNE DE VIDAUBAN

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE IMMEDIAT

MAITRE D'OUVRAGE : S.I.A.E D'ENTRAIGUES (Commune ou Syndicat)	
Terrains situés sur la commune de	: VIDAUBAN

FORAGES D'ENTRAIGUES

DESIGNATION DES PARCELLES

DESIGNATION CADASTRALE				CONTENANCE PARCELLAIRE									
Section	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	Cadastrale actuelle			A acquérir			Non compris dans l'acquisition			
				ha	a	ca	ha	a	ca	ha	a	ca	
					32	16		19	84		12	32	
A	247pp	L'Isle	BR										

IDENTITE DES PROPRIETAIRES	ORIGINE DE PROPRIETE
Nu-propriétaire . M. MAUREL Christian Marie Paul Vieux Château d'Astros - Rte de LORGUES - 83550 VIDAUBAN Né le 24.07.44 à MARSEILLE (13) Usufruitière . MME MAUREL Pierre Née LATIL Suzanne Jeanne 77 rue Jean Fiolle - 13006 MARSEILLE Née le 29.09.09 à MARSEILLE (13)	

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE IMMEDIAT

MAITRE D'OUVRAGE : S.I.A.E D'ENTRAIGUES (Commune ou Syndicat)	
Terrains situés sur la commune de	: VIDAUBAN

FORAGES D'ENTRAIGUES

DESIGNATION DES PARCELLES

DESIGNATION CADASTRALE				CONTENANCE PARCELLAIRE							
Section	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	Cadastrale actuelle			Acquisition			Non compris dans l'acquisition	
				ha	a	ca	ha	a	ca	ha	a
A	246	L'Isclé	BR		19	40		19	40		

IDENTITE DES PROPRIETAIRES	ORIGINE DE PROPRIETE
SYNDICAT D'ADDUCTION DES EAUX DE LA SOURCE D'ENTRAIGUES Bd Charles Gaudin - 83340 LE LUC-EN-PROVENCE	

DEPARTEMENT DU VAR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L' AGRICULTURE ET DE LA FORET

Bureau de Protection des Ressources en Eau des Collectivités



VU pour être annexé à
notre arrêté en date
du 1- 9 OCT. 1996

Toulon, le 1- 9 OCT. 1996

POUR LE PREFET
Le Secrétaire Général

Signé : Pascal MAILHOS



Pour ampliation
Le Chef de Bureau

Joaquim GONZALEZ

S.I.A.E D'ENTRAIGUES

FORAGES D'ENTRAIGUES

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE SITUE SUR LA COMMUNE DE VIDAUBAN

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE RAPPROCHE

MAITRE D'OUVRAGE : S.I.A.E D'ENTRAIGUES
(Commune ou Syndicat)

Page 01

Terrains situés
sur la commune de : VIDAUBAN

FORAGES D'ENTRAIGUES

DESIGNATION DES PARCELLES

DESIGNATION CADASTRALE				CONTENANCE PARCELLAIRE									
Section	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	Cadastrale actuelle			Servitudes			Non compris dans la servitude			
				ha	a	ca	ha	a	ca	ha	a	ca	
A	222pp	L'Isclé	T		56	50		11	00				
A	223	L'Isclé	BR	1	16	00	1	16	00		45	50	
A	224	L'Isclé	S		5	50		5	50				
A	225	L'Isclé	S		12	40		12	40				
A	226	L'Isclé	T		54	40		54	40				
A	230pp	L'Isclé	BR	1	37	80		10	00	1	27	80	
A	233	L'Isclé	L		10	80		10	80				
A	234	L'Isclé	BR		13	90		13	90				

IDENTITE DES PROPRIETAIRES	ORIGINE DE PROPRIETE
<u>Nu-propriétaire</u> M. MAUREL Christian Marie Paul Vieux Château d'Astros - Rte de LORGUES - 83550 VIDAUBAN Né le 24.07.44 à MARSEILLE (13)	
<u>Usufruitière</u> MME MAUREL Pierre Née LATIL Suzanne Jeanne 77 rue Jean Fiolle - 13006 MARSEILLE Née le 29.09.09 à MARSEILLE (13)	

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE RAPPROCHE

MAITRE D'OUVRAGE : S.I.A.E D'ENTRAIGUES (Commune ou Syndicat)	Page 02
--	---------

Terrains situés sur la commune de : VIDAUBAN	FORAGES D'ENTRAIGUES
--	----------------------

DESIGNATION DES PARCELLES

DESIGNATION CADASTRALE			CONTENANCE PARCELLAIRE									
Section	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	Cadastrale actuelle			Servitudes			Non compris dans la servitude		
				ha	a	ca	ha	a	ca	ha	a	ca
A	236	L'Isclé	BR		28	60		28	60			
A	237	L'Isclé	BR	7	38	90	7	38	90			
A	238	L'Isclé	VI		88	10		88	10			
A	239	Les Cadenières	L		8	10		8	10			
A	240	Les Cadenières	VI		77	30		77	30			
A	241	Les Cadenières	BR		34	40		34	40			
A	242	Les Cadenières	VI		35	40		35	40			
A	243	Les Cadenières	VI	4	77	00	4	77	00			

IDENTITE DES PROPRIETAIRES	ORIGINE DE PROPRIETE
<u>Nu-propriétaire</u> . M. MAUREL Christian Marie Paul Vieux Château d'Astros - Rte de Lorgues - 83550 VIDAUBAN Né le 24.07.44 à MARSEILLE (13)	
<u>Usufruitière</u> . MME MAUREL Pierre Née LATIL Suzanne Jeanne 77 rue Jean Fiolle - 13006 MARSEILLE Née le 29.09.09 à MARSEILLE (13)	

ETAT PARCELLAIRE DU PERIMETRE RAPPROCHE

MAITRE D'OUVRAGE : S.I.A.E D'ENTRAIGUES
(Commune ou Syndicat)

Page

03

Terrains situés
sur la commune de : VIDAUBAN

FORAGES D'ENTRAIGUES

DESIGNATION DES PARCELLES

DESIGNATION CADASTRALE			CONTENANCE PARCELLAIRE									
Section	N°	Adresses ou lieux-dits	Nature	Cadastrale actuelle			Servitudes			Non compris dans la servitude		
				ha	a	ca	ha	a	ca	ha	a	ca
A	244	Les Cadenières	BR	43	24	80	43	24	80			
A	212	Font Blanche Sud	BR	7	69	20	7	69	20			
A	215pp	Fort des Mures	BR	58	28	10	20	92	00	37	36	10
A	216pp	Roque Garrache	BR	2	04	10		88	00	1	16	10

IDENTITE DES PROPRIETAIRES		ORIGINE DE PROPRIETE	
<u>Nu-propriétaire</u> M. MAUREL Christian Marie Paul Vieux Château d'Astros - Rte de Lorgues - 83550 VIDAUBAN Né le 24.07.44 à MARSEILLE (13)			
<u>Usufruitière</u> MME MAUREL Pierre Née LATIL Suzanne Jeanne 77 rue Jean Fiolle - 13006 MARSEILLE Née le 29.09.09 à MARSEILLE (13)			

PRÉFECTURE DU VAR

DIRECTION DE L'ACTION
TERRITORIALE DE L'ETAT
BUREAU DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

ARRETE en date du

29 MARS 2010

déclarant d'utilité publique

les travaux de prélèvement des eaux ,
l'instauration des périmètres de protection,
du forage de la Faou, sur le territoire de la commune de LORGUES

autorisant la commune de LORGUES

à prélever l'eau du forage de la Faou au titre de la loi sur l'eau,
à utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine.

Commune de LORGUES

Le Préfet du Var,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique notamment les articles L 11-1 et R 11-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 214-1, L 215-13, R 214-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2, R 1321-6 à 8 ;

Vu le code minier, notamment l'article 131 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;

Vu le projet de prélèvement de l'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines et d'institution de périmètres de protection autour du forage de la Faou, situé sur le territoire de la commune de Lorgues ;

Vu le rapport et l'avis de l'hydrogéologue agréé de décembre 2003 délimitant les périmètres de protection autour du forage de la Faou ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, en date du 13 septembre 2006, relatif à la création des périmètres de

protection du forage de la Faou et à l'autorisation de prélever et d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine ;

Vu le dossier de demande d'autorisation au titre de la législation sur l'eau et en particulier son document d'incidence de février 2008 ;

Vu la délibération, en date du 12 septembre 2008, par laquelle le conseil municipal de la commune de Lorgues sollicite l'ouverture d'une enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau et des périmètres de protection autour du forage susvisé ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 05 novembre 2008 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement du 16 décembre 2008 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt du 24 décembre 2008 ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 16 février 2009 ;

Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 15 juin 2009, en mairie de Lorgues, en vue de déclarer d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux, les périmètres de protection du forage de La Faou et d'autoriser le prélèvement de l'eau issue de ce forage et les registres y afférents ;

Vu les pièces constatant que l'avis d'enquête prévu par l'arrêté préfectoral susvisé a été régulièrement affiché en mairie et inséré dans deux journaux du département ;

Vu le rapport et les conclusions favorables du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique du projet susvisé, en date du 7 octobre 2009 ;

Vu l'avis favorable de la sous-préfète de Draguignan en date du 15 octobre 2009 ;

Vu l'avis favorable émis à l'unanimité des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, en séance du 13 janvier 2010, relatif à la création des périmètres de protection du forage de la Faou et à l'autorisation de prélever et d'utiliser l'eau prélevée en vue de la consommation humaine ;

Considérant que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire de la commune de Lorgues sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au maximum lesquels sont négligeables comme l'indique le dossier de demande d'autorisation au titre de la législation susvisée ;

Considérant que la commune de Lorgues est propriétaire du périmètre de protection immédiate ;

Considérant la nécessité de régulariser un prélèvement d'eau à usage de consommation humaine et par là d'en assurer efficacement sa protection ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique :

a) la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du forage de LA FAOU, sis sur la commune de LORGUES, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté ;

b) les travaux de prélèvement des eaux du forage de LA FAOU.

Les caractéristiques des ouvrages sont les suivantes :

Le forage de la FAOU est situé à environ 1 500 mètres au nord-nord-ouest du centre de Lorgues et à 600 mètres au nord de la source de LACANAL, dans une zone essentiellement boisée avec localement d'anciennes terrasses de cultures et de rares habitations isolées.

Cet ouvrage a été exécuté en septembre 1997 à une vingtaine de mètres d'un premier forage de reconnaissance réalisé en mai 1993. Son implantation résulte de critères hydrogéologiques, mais aussi techniques liés au réseau existant ainsi qu'à la topographie de la zone.

Le forage, profond de 151 mètres, a été équipé, en diamètre 209/219 mm, d'un tubage acier soudé jusqu'à 72 mètres, d'un tubage acier crépiné de 72 à 144 mètres et d'un tubage acier plein jusqu'en fond de trou. Le tubage est crépiné entre 72 et 144 mètres.

Une cimentation de l'espace sol-tubage a été réalisée sur les dix premiers mètres afin de garantir une étanchéité de l'ouvrage vis-à-vis des infiltrations d'eaux de ruissellement.

Les venues d'eau se situent dans les dolomies fissurées de 80 à 103 mètres de profondeur. Ces fissures renferment d'importantes quantités d'argiles rouges de décalcification.

Article 2 : La commune de LORGUES est autorisée à utiliser l'eau prélevée dans le forage de la Faou en vue de la consommation humaine.

Article 3 : La commune de LORGUES est autorisée à prélever 50 m³/h au maximum sans que le volume journalier ne puisse excéder 1 100 m³. Le débit prélevé annuellement sera supérieur à 200 000 m³ mais inférieur à 401 500 m³. Un dispositif de mesure doit permettre en permanence le contrôle du débit et des volumes pompés. L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de tenir ceux-ci à la disposition de l'autorité administrative.

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal, la commune devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Il sera établi, autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plans et états parcellaires ci-joints.

Article 6 : A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Toutes activités, autres que celles nécessitées par l'exploitation du point d'eau, sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui ont été acquis en pleine propriété par la commune et clôturés.

Le périmètre de protection immédiate, sa clôture, l'ouvrage maçonné qui protège le captage et les locaux techniques doivent être entretenus ou maintenus en parfait état.

A l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée

La réglementation des faits et activités est présentée sous la forme de tableau ci-après.

N°	TYPES D'ACTIVITES □	PERIMETRES DE PROTECTION		
		RAPPROCHEE		ELOIGNEE
		Interdit	Réglementé	Réglementé
1	La réalisation de puits, forages ou captages de sources	X (1)		X (2)
2	L'exploitation de carrières ou de gravières	X		X (2)
3	L'ouverture ou le remblaiement d'excavations	X		X (2)
4	Le déboisement		X (2)	X (2)
5	La construction ou la modification de voies de communication		X (2)	X (2)
6	Le dépôt d'ordures ménagères, immondiçes, détritux et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau	X		X (2)
7	L'installation de réservoirs, de canalisations ou de dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X		X (2)
8	L'installation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants	X		X (2)
9	L'installation de canalisations, le rejet ou dépôt d'eaux usées domestiques dans le cadre d'un assainissement non collectif	X (4)		X (2)
10	L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques dans le cadre d'un assainissement collectif	X (2)		
11	Les constructions superficielles ou souterraines autres que les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976		X (2)	X (2)

N°	TYPES D'ACTIVITES □	PERIMETRES DE PROTECTION		
		RAPPROCHEE		ELOIGNEE
		Interdit	Réglementé	Réglementé
12	Les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	X		X (2)
13	Le rejet d'eaux industrielles	X		X (2)
14	L'épandage des effluents ou des boues issus des activités agricoles, artisanales, commerciales ou industrielles	X		X (2)
15	L'épandage de lisiers	X		X (3)
16	L'utilisation de produits fertilisants, phytosanitaires ou herbicides nécessaires aux cultures		X (3)	X (3)
17	Le pacage des animaux		X (3)	X (3)
18	La création, l'agrandissement de campings ou de cimetières	X		X (2)
19	Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X		X (2)

- (1) - sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité et après autorisation préfectorale ;
- (2) - sous réserve de l'accord des administrations concernées et du respect des procédures spécifiques en vigueur ;
- (3) - sous réserve que les analyses d'auto-surveillance et de contrôle ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales ;
- (4) - sauf pour les constructions existantes ou autorisées sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et du contrôle réalisé par le service public d'assainissement non collectif ou assimilé.

Article 7 : Conformément à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le bénéficiaire de la présente autorisation, en sa qualité de commune, doit, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :

- veiller à ce que toutes les habitations non raccordées à un réseau d'assainissement collectif soient dotées d'un dispositif d'assainissement individuel conforme à la réglementation ;
- s'assurer que les forages privés soient dotés, autour de l'ouvrage, d'une dalle de propreté bétonnée d'1 m², surmontée d'un capot étanche cadenassé.

Article 8 : La qualité des eaux prélevées et distribuées doivent répondre aux exigences fixées par la législation et la réglementation en vigueur. Notamment, la commune devra mettre en place un programme de travaux visant à satisfaire à la limite de qualité de 10 µg/l de plomb dissous avant fin 2013.

Un turbidimètre avec enregistrement devra être installé à la sortie du captage avant la chloration avant fin 2010.

Le système de production - distribution dans son ensemble est placé sous le contrôle de l'autorité administrative compétente qui définit un programme analytique au titre du contrôle sanitaire en fonction des données actualisées annuellement.

Le taux de chlore résiduel de l'eau doit être mesurable, au delà du seuil de quantification de 0,05 mg/l de chlore, en tout point de distribution tant que le procédé de traitement est constitué par une chloration.

Des robinets de prélèvements doivent être installés en des lieux appropriés (absence de souillures, représentatif, accès facile ...) en tant que de besoin, pour permettre la vérification de la qualité de l'eau, notamment au niveau du forage de LA FAOU. La signalétique de ces robinets permet d'identifier la nature de l'eau (eau brute - eau traitée).

Article 9 : La personne responsable de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et notamment dans un premier temps, le paramètre "turbidité". Le programme de cette surveillance est établi en fonction des résultats de l'analyse des risques et sera transmis annuellement à l'autorité administrative compétente. Un fichier sanitaire est ouvert pour consigner l'ensemble des informations relatives aux installations et à leur fonctionnement.

En cas de dépassement d'une des exigences de qualité fixées par la réglementation, la personne responsable de la distribution d'eau porte immédiatement ces résultats à la connaissance de l'autorité administrative compétente. Il en va de même de tout incident pouvant avoir des conséquences sur la santé publique.

En présence de non conformité, la personne responsable de la distribution d'eau informe l'autorité administrative compétente à trois niveaux : signalement de l'alerte, remise des constatations et conclusions de l'enquête qui a été immédiatement effectuée afin de déterminer la cause et indication des mesures correctives nécessaires mises en place afin de rétablir la qualité de l'eau.

La population est informée par la personne responsable de la distribution d'eau lorsque des restrictions d'usage ou des mesures correctives sont prises.

Article 10 : Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 11 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de Lorgues pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Un extrait de cet acte sera, par ailleurs, adressé par le bénéficiaire des servitudes à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification sera faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assurera l'affichage et, le cas échéant, la communiquera à l'occupant des lieux.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulon, dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

Le maire de la commune concernée conservera l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrera à toute personne qui le demandera les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

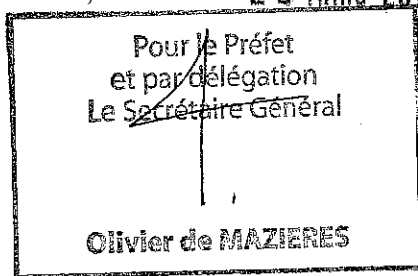
Les servitudes afférentes aux périmètres de protection seront, en outre, inscrites au document d'urbanisme de la commune de Lorgues arrêté, dans les conditions définies aux articles L 126-1, R 126-1 à R 126-3 du code de l'urbanisme.

Article 12 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune de Lorgues.

Article 13 : le secrétaire général de la préfecture,
la sous-préfète de Draguignan,
le président du conseil général,
le maire de Lorgues,
le directeur départemental des territoires et de la mer,
le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture à l'exception des pièces annexées, lesquelles peuvent être consultées en mairie et en préfecture (Direction de l'action territoriale de l'Etat – bureau du développement durable).

Une copie de l'arrêté sera adressée :
au directeur des services fiscaux,
à la présidente du tribunal administratif,
au commissaire-enquêteur.

Toulon, le 29 MARS 2010



PLAN DE SITUATION

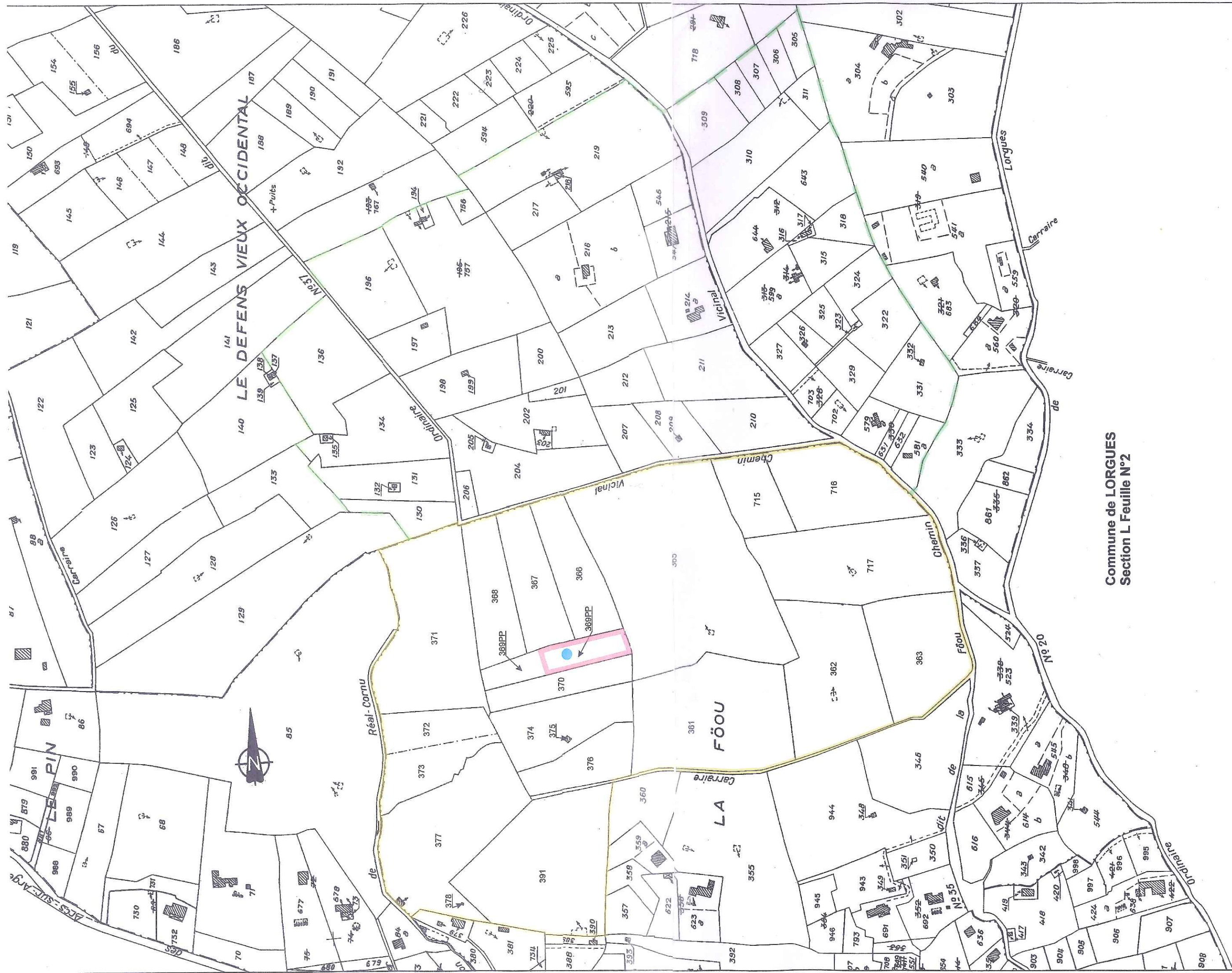


Périmètre de protection éloignée.

Forage.

Périmètre de protection rapprochée.

ECHELLE 1/25000



Commune de LORGUES
Section L Feuille N°2

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'URBANISME ET DES
OPERATIONS FONCIERES
3ème Direction - 4ème Bureau

ARRETE EN DATE DU **13 AVR. 1993**

DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE

L'instauration des périmètres de protection de la
Source de Mappe situés sur le territoire des
communes de LORGUES et SAINT ANTONIN

l'acquisition, par la commune du THORONET, des
immeubles nécessaires à la constitution du
périmètre de protection immédiate de la
source et à l'aménagement du chemin d'accès sur
le territoire de la commune de LORGUES

COMMUNE DU THORONET

Le Préfet du Var,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU les décrets n° 77-392 et 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiés par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 susvisée ;

VU la circulaire du 31 juillet 1982 relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des enquêtes publiques ;

VU le code rural et notamment les articles 107 et 113 ;

VU les articles L-20 et L-20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L-20 du Code de la Santé Publique ;

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, complétée par la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 ;

VU le décret n° 89-3 du 03 janvier 1989, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et à la protection de celles-ci par l'établissement de périmètres de protection ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 octobre 1958 autorisant la commune du THORONET à prélever un débit de 4 l/s sur la Source de Mappe sans que le volume journalier n'excède 345 m³ ;

VU le projet d'institution des périmètres de protection et d'acquisition des terrains nécessaires au périmètre de protection immédiate et à l'aménagement du chemin d'accès de la Source de Mappe situés sur le territoire des communes de LORGUES et de SAINT ANTONIN, présenté par la commune du THORONET ;

VU la délibération en date du 30 septembre 1991 par laquelle le Conseil Municipal de la commune du THORONET sollicite l'ouverture de l'enquête préalable à l'utilité publique pour l'institution des périmètres de protection et l'acquisition des terrains nécessaires au périmètre de protection immédiate et à l'aménagement du chemin d'accès ;

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 09 juin 1992 en mairies de LORGUES, de SAINT ANTONIN et du THORONET en vue de la déclaration d'utilité publique de l'opération, de l'acquisition des terrains nécessaires au périmètre de protection immédiate et au chemin d'accès ainsi que les registres y afférents ;

VU les pièces constatant que l'avis d'enquête prévu par l'arrêté préfectoral susvisé a été régulièrement affiché et inséré dans deux journaux du département ;

VU les conclusions favorables du Commissaire-Enquêteur du 23 juillet 1992 sur l'utilité publique du projet susvisé ;

VU le rapport du géologue agréé en date du mois d'août 1987 délimitant les périmètres de protection autour de la Source de Mappe ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 11 septembre 1990 avant enquête et du 10 février 1993..... après enquête, relatif à la création des périmètres de protection de la Source de Mappe sis sur les communes de LORGUES et de SAINT ANTONIN ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 11 mars 1992 avant enquête et du 13 novembre 1992 après enquête ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 19 novembre 1991 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement du 12 décembre 1991 ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 03 décembre 1991 ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de BRIGNOLES en date du 31 juillet 1992 ;

VU l'avis favorable du Sous-Préfet de DRAGUIGNAN en date du 12 août 1992 ;

CONSIDERANT que les avantages attendus de la réalisation du projet susvisé sur le territoire des communes de LORGUES et de SAINT ANTONIN sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer et que toutes les dispositions sont prises sur le plan technique pour réduire ces derniers au minimum ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : sont déclarés d'utilité publique :

a) La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée de la Source de Mappe, sis sur les communes de LORGUES et de SAINT ANTONIN, définis par le plan et les états parcellaires joints au présent arrêté ;

b) Les acquisitions, par la commune du THORONET, des immeubles nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate et à l'aménagement du chemin d'accès sur le territoire de la commune de LORGUES.

Article 2 : Il sera établi, autour de la prise, un périmètre de protection immédiate, un périmètre de protection rapprochée et un périmètre de protection éloignée, conformément aux plans et états parcellaires ci-joints, en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique, du décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 et du décret n° 89.3 du 03 janvier 1989 modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990.

Article 3 : A l'intérieur du périmètre de protection immédiate

Toutes activités, autres que celles nécessitées par l'exploitation du point d'eau, sont interdites sur les terrains inclus dans le périmètre de protection immédiate qui sont acquis en pleine propriété par la commune et clôturés.

A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

La réglementation des faits et activités est présentée sous la forme de tableau ci-dessous.

Types d'activités	Périmètre de Protection Rapprochée		
	Interdit	Réglementé	Autorisé
* Les Puits et Forages	X (3)		
* Le captage des sources	X (3)		
* L'exploitation de carrières et de gravières	X		
* L'ouverture d'excavations	X		
* Le remblaiement d'excavations	X		
* Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques et produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau	X		
* L'installation de réservoirs et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X		
* L'installation de canalisations et dépôts de produits chimiques polluants	X		
* L'installation de canalisations d'eaux usées domestiques	X (4)		
* L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X		
* Les constructions superficielles ou souterraines autres que les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976		X (2)	
* Les installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	X		
* Le rejet d'eaux usées domestiques	X		
* Le rejet d'eaux industrielles	X		

Types d'activités	Périmètre de Protection Rapprochée		
	Interdit	Réglementé	Autorisé
* L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X		
* L'épandage de fumiers et engrais organiques et chimiques nécessaires aux cultures		X (1)	
* L'épandage de lisiers	X		
* L'épandage de produits chimiques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X (1)	
* Le pacage des animaux		X (1)	
* Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X		

- (1) - sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) - sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés et, dans tous les cas, de l'avis favorable du CDH.
- (3) - sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité.
- (4) - sauf pour les constructions autorisées et après avis du CDH.

A l'intérieur du périmètre de protection éloignée

La réglementation des faits et activités est présentée sous la forme de tableau ci-après.

Types d'activités	Périmètre de Protection Eloignée	
	Réglementé	Autorisé
* Les Puits et Forages	X (2)	
* Le captage des sources	X (2)	
* L'exploitation de carrières et de gravières	X (2)	
* L'ouverture d'excavations	X (2)	

Types d'activités	Périmètre de Protection Eloignée	
	Réglementé	Autorisé
* Le remblaiement d'excavations	X (2)	
* Le dépôt d'ordures ménagères, immondi- ces, détritus et produits radioactifs et de tous produits et matières suscep- tibles d'altérer la qualité de l'eau	X (2)	
* L'installation de réservoirs et dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux	X (2)	
* L'installation de canalisa- tions et dépôts de produits chimiques polluants	X (2)	
* L'installation de canalisa- tions d'eaux usées domestiques	X (2)	
* L'installation de dépôts d'eaux usées domestiques	X (2)	
* Les constructions superfi- cielles ou souterraines autres que les installations classées pour la protection de l'envi- ronnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	X (2)	
* Les installations classées pour la protection de l'envi- ronnement au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976	X (2)	
* Le rejet d'eaux usées domes- tiques	X (2)	
* Le rejet d'eaux industrielles	X (2)	
* L'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles	X (2)	
* L'épandage de fumiers et en- grais organiques et chimiques nécessaires aux cultures	X (1)	
* L'épandage de lisiers	X (1)	
* L'épandage de produits chimi- ques toxiques destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures	X (1)	

Types d'activités	Périmètre de Protection Eloignée	
	Réglementé	Autorisé
* Le pacage des animaux	X (1)	
* Toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques	X (2)	

- (1) - sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de qualité liée à ces usages qui sont limités aux pratiques normales.
- (2) - sous réserve du respect des procédures spécifiques en vigueur, de l'accord des services et administrations concernés qui jugeront de l'opportunité de consulter le Conseil Départemental d'Hygiène.
- (3) - sauf ceux nécessaires aux besoins de la collectivité.

De plus, et conformément à l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, une étude a été réalisée par les Services de l'Equipement vis-à-vis des risques de pollution induits par la présence du Chemin Départemental n° 250 qui traverse les périmètres de protection sur plus d'un kilomètre. Cette route de troisième catégorie, parcourue, en moyenne journalière, par 379 véhicules, doit être interdite à la circulation des véhicules transportant des produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux. Seuls, les véhicules de moins de dix tonnes assurant la desserte locale seront autorisés. Des panneaux de signalisation indiquant cette réglementation seront mis en place à chaque extrémité de cet itinéraire.

Article 4 : Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique. Le procédé de traitement de potabilisation, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux traitées seront placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 5 : Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 2, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de 5 ans.

Article 6 : Monsieur le Maire du THORONET est autorisé à acquérir, au nom de la commune, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à l'instauration du périmètre immédiat et à l'aménagement du chemin d'accès situés sur le territoire de la commune de LORGUES.

Article 7 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté sera passible des peines prévues par la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 8 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Maire de la commune du THORONET :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection ;

- d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du Département du VAR.

Les périmètres de protection seront, en outre, inscrits au Plan d'Occupation des Sols des communes de LORGUES et SAINT ANTONIN dans le délai d'un an à compter de la date du présent arrêté, conformément à l'article L-126-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 9 : Il sera pourvu à la dépense au moyen d'une inscription spécifique au budget de la commune du THORONET.

Article 10 : La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer ne sont pas réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 11 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

le Sous-Préfet de DRAGUIGNAN ;

le Sous-Préfet de BRIGNOLES ;

le Maire de LORGUES ;

le Maire de SAINT ANTONIN ;

le Maire du THORONET ;

le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

le Directeur Départemental de l'Equipement ;

le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera, en outre, inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture à l'exception des pièces annexées, lesquelles peuvent être consultées en Mairie et en Préfecture, Direction Du Développement Economique et de l'Environnement, Bureau de l'Urbanisme et des Opérations Foncières, 3ème Direction - 4ème Bureau.

Ampliation de l'arrêté sera adressée à :

M. le Directeur des Services Fiscaux.

M. René JOURDAN, Commissaire-Enquêteur.

TOULON, le 13 AVR. 1993

POUR LE PREFET
Le Secrétaire Général

Henri MASSE



Pour ampliation
Le Chef de Bureau

Joachim GONZALEZ

